

**PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE**

***Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France***

***Unité Territoriale de Seine-et-Marne***

**Arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT77/036  
de prescriptions complémentaires modifiant  
l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/047 du 02 mai 2011  
autorisant la société FM LOGISTIC à exploiter une plate-forme logistique  
sur la commune de FONTENAY-TRÉSIGNY (77610), ZAC de Frégy**

**La préfète de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et son article R512-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 09 juillet 2013, nommant M. Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région Île -de-France, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/84 en date du 27 août 2013 de Madame la Préfète de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à M. Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région Île -de-France ;

VU l'arrêté n° 2013 DRIEE IdF 85 du 09 octobre 2013 portant subdélégation de signature ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/047 du 02 mai 2011 autorisant la société FM LOGISTIC à exploiter un bâtiment supplémentaire (bâtiment 8) de stockage de produits toxiques, dangereux pour l'environnement, comburants, inflammables,... sur une plate-forme logistique existante implantée sur le territoire de la commune de FONTENAY-TRÉSIGNY (77610), ZAC de Frégy ;

VU le rapport et les propositions de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France du 04 février 2013 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 20 février 2014 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société FM LOGISTIC le 21 février 2014 ;

VU les demandes de la société FM LOGISTIC formulées par courrier en date du 1<sup>er</sup> octobre, complété le 28 mai 2013 et par courrier en date du 03 août 2011 ;

Considérant que les prescriptions relatives aux cellules 6a et 6b de l'article 8.1.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC 047 du 02 mai 2011 sont plus contraignantes, en partie, que l'arrêté ministériel du 05 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 sans justification technique particulière ;

Considérant que la demande de modification de l'alinéa 3 de l'article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC047 du 02 mai 2011 est conforme à l'arrêté 05 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

Considérant que la prescription relative aux robinets d'incendie armés de l'article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC 047 du 02 mai 2011 est plus contraignante que l'arrêté ministériel du 05 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 sans justification technique particulière ;

Considérant qu'il convient en conséquence de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement ;

**Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture**

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

La société FM FRANCE SAS, dont le siège social est situé sur la zone industrielle Rue de l'Europe sur la commune de PHALSBOURG (BP 80 236, 57372 PHALSBOURG CEDEX) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la plate-forme logistique située sur la ZAC de Frégy sur le territoire de la commune de FONTENAY-TRÉSIGNY (77610).

### ARTICLE 4 : SÉPARATIONS ET COMPARTIMENTAGE

Le tableau de l'article 8.1.4.2. de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC047 du 02 mai 2011 est remplacé par le tableau suivant :

Récapitulatif des caractéristiques des parois des cellules :

Désignation	Nord	Sud	Est	Ouest
Cellule 1	Béton cellulaire REI120 et bardage M1	Bardage M1	Bardage M1	Bardage M1
Cellule 2	Béton cellulaire REI240	Béton cellulaire REI120	Bardage M1	Béton cellulaire REI240 et bardage M1
Cellule 3	Béton cellulaire REI120 et bardage M1	Béton cellulaire REI240	Bardage M1	Béton cellulaire REI240
Cellule 4	Béton cellulaire REI120 et bardage M1	Béton cellulaire REI120 et bardage M1	Bardage M1	Béton cellulaire REI240 et bardage M1
Cellule 5	Béton cellulaire REI120	Béton cellulaire REI120	Bardage M1	Bardage M1
Cellule 6a	Bardage M1	Béton cellulaire REI120	Bardage M1	Mur maçonné en parpaing creux M0
Cellule 6b	La partie de la façade Nord de la cellule 6b séparant les bureaux accolés à cette cellule sont en béton cellulaire REI120, le restant de cette façade étant en bardage M1	Béton cellulaire REI120 et bardage REI120	Mur maçonné en parpaing creux M0	Béton cellulaire REI120
Cellule 7a	Bardage REI120	Bardage REI120	Béton cellulaire REI120	Béton cellulaire REI120 et bardage REI120
Cellule 7b	Bardage M1	Bardage REI120	Béton cellulaire REI120	Bardage M1
Cellule 8a	Bardage REI120	Bardage REI120 (+ REI120*)	REI120	Bardage M0
Cellule 8b	Bardage REI120	Bardage REI120 (+ REI120*)	REI120	REI120
Cellule 8c	Bardage REI120	Bardage REI120 (+ REI120*)	REI120	REI120
Cellule 8d	Bardage REI120	Bardage REI120 (+ REI120*)	Bardage M0	REI120
Cellule 9	Bardage REI120 (+ REI120*)	Bardage M0	Béton cellulaire REI120	Bardage M0
Cellule 10	Bardage REI120 (+ REI120*)	Bardage M0	Béton cellulaire REI120	Béton cellulaire REI120
Cellule 11a	Bardage REI120 (+ REI120*)	Bardage M0	Béton cellulaire REI120	Béton cellulaire REI120
Cellule 11b	Bardage REI120 (+ REI120*)	Bardage M0	Béton cellulaire REI120	Béton cellulaire REI120
Cellule 12	Béton cellulaire REI120	Bardage M1	Béton cellulaire REI240	Béton cellulaire REI120

\* : Après construction des cellules 8a à 8d, l'ensemble formé par les façades Nord CF 2h des bâtiments 9, 10 et 11 et la façade sud CF 2h du bâtiment 8 doit garantir les performances d'une séparation REI 240

#### **ARTICLE 5 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE**

L'alinéa 3 de l'article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC047 du 02 mai 2011 est remplacé par la prescription suivante :

*Un interrupteur central bien signalé est installé à proximité d'une issue dans chaque cellule permettant de couper l'alimentation électrique de la cellule.*

#### **ARTICLE 6 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'alinéa 1 de l'article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC047 du 02 mai 2011 est remplacé par la prescription suivante :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

- (...),
- des robinets d'incendie armés avec des lances de 30 mètres, répartis dans l'entrepôt conformément aux règles en vigueur et situés à proximité des issues. Ils sont alimentés par une réserve d'eau de 900 m³ et sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel,
- (...).

#### **ARTICLE 7 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET**

Les tableaux de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC047 du 02 mai 2011 caractérisant les points de rejet n°2 et n°3 sont remplacés par les tableaux suivants :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2
Nature des effluents	Eaux pluviales non polluées (EPnp) (eaux de toitures)
Exutoire du rejet	Ouvrages traditionnels de génie civil puis bassin d'orage du site
Milieu naturel récepteur	Bassin d'orage communal
Conditions de raccordement	Autorisation et convention si nécessaire

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 3
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp) (eaux de voiries)
Exutoire du rejet	Bassin d'orage du site
Traitement avant rejet	Déboureur + séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	Bassin d'orage communal
Conditions de raccordement	Autorisation et convention si nécessaire

#### **ARTICLE 8 : DELAI ET VOIES DE RECOURS (ART. L. 514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### ARTICLE 9 : INFORMATIONS DES TIERS (ART. R 512-39 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire. Une copie de l'arrêté est publiée sur le site Internet de la Préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique. Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### ARTICLE 7 : EXECUTION

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Mme la sous-préfète de PROVINS,
- le Maire de FONTENAY-TRESIGNY,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la société FM FRANCE SAS, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 11 mars 2014

Pour ampliation  
La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le Directeur empêché,  
Le chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne,

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le Directeur empêché,  
Le chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne,

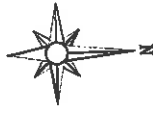
Signé

  
Guillaume BAILLY

Guillaume BAILLY

#### DESTINATAIRES D'UNE AMPLIATION :

- La société FM FRANCE SAS,
- Mme. la Sous-Préfète de PROVINS,
- M. le Maire de FONTENAY-TRESIGNY,
- La préfète de Seine-et-Marne (SIDPC),
- La préfète de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- Le chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Savigny-Le-Temple.



chemin rural n°3 off de vilbert

BASSIN D'ORAGE

12 PL

Parking PL 24 places

Parking V.C. 342 places

Bureau centrale

Local technique

Tracteur 15 places

Route de Fregy

AUBELON

**Légende**

- Paving
- Paving sur structure R.E.I. 120
- Mer Mier collante R.E.I. 240
- Mur extor collante R.E.I. 120
- 200mm
- Baracot 150 no 5m
- Baracot 141
- Baracot 150 R.E.I. 120 ; ep. 12cm
- Trasse de secours
- Éclairage P1
- Éclairage P1

**Légende des flux**

- 3 Kwh/m²
- 5 Kwh/m²
- 5 Kwh/m²



Fontenay-Trésigny

Détails des murs



Phase : ICPE Ind : B

Modification / Modification : Première diffusion

Créé le / Created on : 28.08.2011

Designé par / Drawn by : J.K

Approuvé par / Approved by : J.P.B

Ce document est strictement confidentiel et ne peut être communiqué, copié ou reproduit sans l'accord écrit de FM LOGISTIC  
This drawing is strictly confidential and cannot be transmitted, copied or reproduced without permission written of FM LOGISTIC

Projet / PM : FPM/FRONTENAY-TRÉSIGNY - TRANCHE 3/ICPE/PE - TR3 ICPE MARS DE SCENARU/INCENDIE - M03\_2014.02.04.DWG

